



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 14 au 20 Juillet 2023

En bref

Selon les prévisions de l'Institut National de Statistique et de Géographique (INEGI), l'économie du Mexique aurait progressé de 4 % g.a. ce mois de juin, son meilleur résultat depuis octobre 2022. Cette performance aurait été tirée par le dynamisme du secteur tertiaire, dont la progression aurait été de 4,1 % g.a. en mai puis de 4,3 % g.a. en juin. Parallèlement, le secteur secondaire aurait progressé de 2,8 % g.a. en mai et en juin. En rythme annuel, si les données du mois de juin se confirment, l'activité économique progresserait de 3,6 % au T2 2023 (contre 3,4 % au T1).

LE CHIFFRE À RETENIR

3,6 %

Prévision de croissance de
l'INEGI pour l'économie
mexicaine au T2 2023

Zoom sur

Selon une étude de la CEPAL, en 2022, le Guatemala serait le pays du CA-4 ayant attiré le plus d'IDE dans la région, suivi du Nicaragua, du Honduras et du Salvador, ce-dernier étant le seul pays à avoir enregistré un flux négatif. Ces montants auraient toutefois été nettement inférieurs à ceux reçus par le Costa Rica (3,7 Mds USD) et par le Panama (2,5 Mds USD). Les montants d'IDE reçus par le Guatemala et le Salvador ont baissé respectivement de 60,9 % et de 113 % par rapport à 2021. A l'inverse, au Honduras et au Nicaragua, les IDE ont augmenté de 32 % et 6 % respectivement par rapport à 2021.

IDE 2022

EL SALVADOR	-101 M USD
GUATEMALA	1,35 Md USD
HONDURAS	1,08 Md USD
NICARGUA	1,29 Md USD

Mexique

1. ECONOMIE

Selon la banque d'investissement UBS, la bonne santé des comptes extérieurs du Mexique et la prudence budgétaire qui prévaut alimentent des attentes positives pour l'économie du pays cette année. La banque souligne que les réserves internationales (*cf. infra*), et la ligne de crédit flexible (de 47 Mds USD) constituent d'importants filets de sécurité. La vigueur de l'activité économique et la présence de ces filets de sécurité auraient atténué la crainte d'un abaissement de la note de crédit du Mexique.

Les réserves internationales de la Banque centrale du Mexique ont atteint leur plus haut niveau depuis près de deux ans. Depuis le début de l'année, les réserves internationales, qui garantissent la liquidité en dollars pour répondre aux chocs extérieurs, ont atteint 204,1 Mds USD à la mi-juillet. Depuis le début de l'année, les réserves ont augmenté de 5,7 Mds USD.

Selon la Confédération des associations de courtiers en douane de la République mexicaine (CAAAREM), le Mexique devrait se doter d'un système douanier et logistique de classe mondiale pour relever les défis posés par le *nearshoring*. Face à une forte croissance du commerce extérieur mexicain, les experts et les agents soulignent la nécessité d'améliorer les infrastructures, de simplifier les procédures administratives et d'utiliser plus intensivement les solutions technologiques. Actuellement, environ 31 opérations de commerce extérieur sont effectuées chaque minute dans les 50 douanes du pays, montrant le flux constant de marchandises entrant et sortant du Mexique. Selon la CAAAREM, parmi ces 50 douanes, 19 sont partagées avec les États-Unis, avec lesquels le Mexique réalise 80 % de son commerce total. Cette collaboration douanière étroite entre les deux nations serait ainsi essentielle pour le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement et le développement du *nearshoring* dans la région.

En juin 2023, le Mexique a enregistré le deuxième plus faible taux d'inflation parmi les principaux

pays d'Amérique latine, s'établissant à 5,06 %. Le Brésil admet la meilleure performance en juin, avec un taux d'inflation à 3 %, dans la fourchette cible de la Banque centrale. Deux facteurs majeurs expliqueraient cette bonne maîtrise de l'inflation au Brésil : (i) un diagnostic précis de la nature de l'inflation ; et (ii) une politique monétaire stricte, le Brésil étant le premier pays de la région Amérique Latine et Caraïbes à avoir relevé son taux directeur en 2021. Le Mexique a succédé le Brésil en débutant son cycle de resserrement dès juin 2021. L'agence de notation *Moody's Analytics* recommande à la Banque centrale du Mexique de maintenir son taux de référence au niveau actuel ces prochains mois, afin d'encourager un retour à la cible et de conserver une pression sur l'inflation sous-jacente.

Le peso mexicain s'est déprécié face au dollar étatsunien ce jeudi 20 juillet 2023, bien qu'il reste proche de son meilleur niveau depuis plus de sept ans. Dans ce contexte, le taux de change a atteint 16,79 MXN/\$, contre une clôture à 16,716 MXN/\$ la veille, ce qui représente une dépréciation de 0,45 %, selon la Banque du Mexique. En effet, le billet vert s'est apprécié par rapport à ses principaux concurrents, suite à la publication de données témoignant la vigueur du marché du travail aux États-Unis (avec la baisse des demandes d'allocations chômage), soutenant les paris selon lesquels la Fed pourrait relever ses taux plus d'une fois d'ici la fin de l'année. La prochaine réunion de la politique monétaire de la Fed se tiendra le 26 juillet prochain. Le marché anticipe une hausse du taux d'intérêt de 25 pbb.

Selon le FMI, pour stimuler la croissance de long terme et maintenir l'équilibre externe, le Mexique devrait mettre en œuvre des réformes structurelles visant à lever les obstacles à l'investissement. Les réformes devraient inclure : (i) le traitement de l'informalité et des lacunes en matière de gouvernance ; (ii) le renouvellement de la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie ; et (iii) une réforme de la stratégie commerciale et de la gouvernance de l'entreprise nationale pétrolière PEMEX. L'agence a suggéré de continuer à utiliser un taux de change flottant comme tampon principal aux chocs externes. Selon le FMI, le Mexique fait

partie des neuf économies dont la position extérieure est la plus solide par rapport à ses fondamentaux (avec l'Allemagne, la Malaisie, la Russie, Singapour, la Suède, la Thaïlande, l'Inde et l'Arabie Saoudite). Par ailleurs, le FMI a constaté qu'au Mexique, la longue échéance de la dette souveraine et la proportion relativement élevée de la dette libellée en monnaie locale réduisent l'exposition des finances publiques au risque de change et de refinancement.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les données du Ministère des finances et du crédit public (SHCP) montrent que les dépenses publiques de santé ont enregistré une baisse historique en mai, se contractant de 10,8 % g.a. De janvier à mai 2023, les dépenses publiques de santé ne représentaient que 11 % des dépenses totales, bien en-deçà d'autres dépenses telles que celles concernant les combustibles. La diminution des dépenses de santé serait due à la diminution des recettes fédérales, liée à l'affaiblissement des recettes pétrolières (cf *infra*). Malgré la pandémie de Covid-19, les investissements publics dans la santé restent inférieurs au minimum recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Alors que cette dernière prescrit aux pays de consacrer au moins 6 % de leur PIB aux dépenses de santé, le Mexique n'a alloué que 2,9 % en 2022. Cela se traduit par une insuffisance des soins de santé pour les Mexicains et une augmentation des dépenses de santé privées.

Selon l'Institut mexicain des cadres financiers, au second semestre 2023, les finances publiques du pays seraient mises sous pression par le superpeso et par l'entreprise nationale pétrolière PEMEX. Selon l'agence, l'abaissement de la note de crédit de PEMEX (cf. *Infra*) serait un signal d'alarme appelant à de concrètes actions de la part de l'entreprise publique. En effet, cette nouvelle note constitue un fardeau pour les finances publiques du pays et pourrait impliquer un risque pour la note souveraine, étant donné le soutien financier, *a priori* inconditionnel, du gouvernement à l'entreprise. L'annonce n'a pas eu d'impact sur le marché des changes, la

monnaie mexicaine ayant continué de se renforcer en fin de semaine dernière. La force du peso par rapport au dollar aurait eu un impact négatif sur les recettes du gouvernement fédéral. Au premier semestre, ces-dernières auraient été inférieures de 4 Mds USD aux prévisions du gouvernement, en raison notamment de la baisse des recettes pétrolières, liée à l'appréciation du peso mexicain face à l'USD.

Au T1 2023, les montants collectés, par contrôle fiscal, auprès de l'industrie automobile auraient dépassé ceux récoltés durant l'ensemble du mandat de l'ancien président Enrique Peña Nieto (2012-2018). Entre janvier et juin, les contrôles fiscaux des grands contribuables du secteur automobile ont permis de collecter 880 000 USD, contre 860 000 USD collectés auprès de l'industrie pendant toute la durée du mandat de six ans d'Enrique Peña Nieto (2012-2018). Les actions de contrôle fiscal dans l'industrie automobile montreraient les efforts continus et progressifs dans la collecte ainsi qu'une équité dans la contribution de tous les secteurs économiques du pays.

Selon Claudia Scheinbaum, potentielle candidate aux élections présidentielles de 2024, le prochain gouvernement n'aurait pas besoin de réaliser de réforme fiscale. La candidate à la tête du parti MORENA (celui de l'actuel président du Mexique) affirme que l'appréciation du peso et la bonne performance des finances publiques sont des vertus du modèle d'Andrés Manuel Lopez Obrador, et qu'aucune réforme du régime fiscal ne serait nécessaire, compte tenu de marges de manœuvre suffisante des comptes publics.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'agence de notation Fitch Ratings a abaissé la note créditrice de la dette de PEMEX de « BB- » à « B+ », avec un degré élevé de spéculation sur les investissements et des perspectives négatives. Cette dégradation reflète la faible performance opérationnelle de l'entreprise, ainsi que l'impact environnemental et social des multiples accidents survenus sur les sites d'exploitation de PEMEX depuis le mois de février. L'agence a

également placé la note de crédit sous surveillance négative, compte-tenu des préoccupations quant à la capacité et à la volonté du gouvernement d'améliorer: (i) la liquidité de l'entreprise; et (ii) la structure de son capital, sans concessions de la part des créanciers. L'entreprise nationale pétrolière fait face à des échéances de dette de 4,6 Mds USD en 2023, et de 11 Mds USD en 2024. Le refinancement de ces montants exposerait l'entreprise à des charges d'intérêt plus élevées, qui pèseraient encore davantage sur son flux de trésorerie. Au début de l'administration actuelle, la notation de PEMEX par Fitch était de « BBB+ », cette-dernière a donc baissé de six crans, notamment en raison du soutien financier insuffisant du gouvernement. Selon l'agence, ce-dernier devrait dépenser environ 60 Mds USD entre 2023 et 2027 pour subvenir aux problèmes financiers de l'entreprise. La note créditrice de PEMEX se situe quatre crans en-deçà de celle de la note souveraine du Mexique. En ce sens, Fitch a souligné qu'il serait de plus en plus important pour les finances publiques de soutenir la compagnie pétrolière, compte tenu du niveau élevé de sa dette et du montant des investissements nécessaires pour améliorer la structure de son capital et ses actifs d'exploitation.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 19/07
Bourse (IPC)	-0,40%	+13,6%	53 740,2 points
Change MXN/USD	0,12%	-18,00%	16,86
Change MXN/EUR	-0,85%	-10,40%	18,75
Prix du baril mexicain	0,51%	-29,10%	70,47

Amérique centrale

Les autorités étatsuniennes ont ajouté 39 personnalités du CA-4 à la liste de sanctions dite Engel. Six Salvadoriens sont concernés (dont les ex-Présidents Carlos Mauricio Funes Cartagena et Salvador Sanchez Ceren) ainsi que dix Guatémaltèques (dont deux juges mis en cause dans des obstructions récentes à la justice et le recteur de l'université publique San Carlos), dix Honduriens (dont Yani Rosenthal, président du parti Libéral, et Marcelo Antonio Chimirri Castro, ancien dirigeant de la compagnie publique Hondutel) et treize Nicaraguayens (juges et responsables de l'Assemblée nationale notamment).

1. GUATEMALA

Marina Pérez Contreras, actuelle Ministre adjointe de l'administration et des finances au sein du Ministère de l'Economie (MINECO), et Manuel Eduardo Arita Sagastume, actuel Vice-ministre en charge de l'Energie au sein du Ministère de l'Energie et des Mines (MEM), sont nommés respectivement ministres de l'Economie et de l'Energie et des Mines. Ces nominations font suite à la démission des ministres Janio Rosales (MINECO) et Alberto Pimentel (MEM) le 11 juillet à six mois de la prise de fonction du nouvel exécutif.

Près de 50 entreprises ont déposé une offre technique pour l'appel d'offre PEG-4 concernant l'adjudication de 235 MW de capacité de production électrique. Le total des offres reçues s'élève à 1500 MW de capacité. Parmi les 48 soumissionnaires, seuls ceux dont les propositions techniques auront été approuvées pourront déposer une offre financière, la date des enchères inversées pour déterminer le montant du tarif d'achat pour les 15 prochaines années étant fixée au 2 août. Au minimum, 50 % des capacités devront porter sur des projets d'énergies renouvelables. Un 5^{ème} appel d'offre devrait être lancé d'ici fin 2023, proposant plus de 1 200 MW de capacité supplémentaire.

Le PIB du Guatemala a crû de 3,7 % au T1 2023.

La croissance a été notamment portée par le dynamisme des activités financières et d'assurance (+11,4 %), l'hôtellerie et restauration (+11,2 %) et la construction (+9 %). A l'inverse, les mines (-7,1 %) et la santé (-4,2 %) ont enregistré un recul de l'activité économique lors du premier trimestre. En tendance depuis le deuxième trimestre de 2021, où la croissance du PIB avait atteint un pic de 15,4 %, celle-ci désaccélére. Pour rappel, la croissance économique s'élevait à 4,1 % en 2022 et la Banque centrale guatémaltèque, Banguat, prévoit une croissance du PIB comprise entre 3,5 % et 4,5 % pour 2023.

2. EL SALVADOR

Le Salvador a présenté une demande officielle à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le financement du premier tronçon du *Tren del Pacífico*, reliant San Salvador au port d'Acajutla. La Commission européenne a déjà donné son feu vert en accordant une garantie à la BEI mais la décision finale de la BIE dépendra des études de faisabilité de la première section du train et devrait être rendue en 2024 selon le chef de la coopération de l'UE. Pour rappel, la BCIE s'était engagée en 2021 à financer une étude de faisabilité du développement du réseau ferroviaire du pays pour le fret et les passagers par une coopération technique non remboursable de 450 000 USD, approuvée par la Corée dans le cadre du Fonds fiduciaire à donateur unique Corée-BCIE.

Le gouvernement a modifié le budget pour l'année 2023 en augmentant le montant total des dépenses courantes (passant de 6,12 à 6,18 Mds USD) tout en diminuant le montant des transferts courants destinés au remboursement de la dette publique (passant de 2,25 Mds USD à 2,20 Mds USD). La hausse du budget alloué aux dépenses courantes est principalement due à la hausse des dépenses en biens et services, dont le montant atteint désormais 443 M USD, contre 353 M USD dans le budget initialement approuvé (soit une hausse de 28 %). Le budget alloué pour le paiement des salaires des fonctionnaires, qui représentait 40 % des dépenses courantes

totales, a diminué, suivant les recommandations du FMI lequel avait appelé à redimensionner l'emploi public. Malgré la diminution de ce budget (de 2,46 Mds USD à 2,43 Mds USD), la charge reste lourde pour les finances publiques du pays qui comptait près de 195 000 employés publics en mars 2023.

D'après une enquête sur les ménages réalisée par le gouvernement, le pays comptait 1,87 M de pauvres en 2022, ce qui représente près de 30 % de la population, le chiffre le plus élevé depuis quatre ans. Le nombre de personnes pauvres a augmenté de 6,9 % par rapport à 2021. La mesure de la pauvreté monétaire est fondée sur la capacité d'une personne à couvrir deux fois le coût du panier de biens de base. L'inflation enregistrée en 2022, qui s'est traduite par une augmentation du coût du panier alimentaire de base de 9 % dans les villes et de 15 % dans les zones rurales, a eu un impact direct sur l'augmentation de la mesure de la pauvreté.

3. HONDURAS

Le Parlement hondurien a voté contre la ratification de l'acte d'adhésion à la Banque de développement d'Amérique latine (CAF). Le parti au pouvoir, *Libre*, a obtenu seulement 55 voix sur les 65 nécessaires pour valider la loi, alors qu'en mai dernier, le Parlement avait donné son approbation à l'adhésion du Honduras à la CAF avec 66 voix. Cependant, un groupe de députés du Parti Libéral, qui avait initialement voté en faveur de l'adhésion, a changé de position et a refusé de signer le compte-rendu de la session. Le président du Parlement, Luis Redondo, a affirmé que bien que l'acte d'adhésion n'ait pas été ratifié, il serait envoyé au pouvoir exécutif pour approbation immédiate. Le rejet de l'adhésion du Honduras à la CAF par l'opposition est principalement motivé par la cotisation d'un montant de 465 M USD que devrait payer le pays en adhérant à la banque de développement.

La dette publique extérieure du Honduras a augmenté de 2,6 % g.a en mai, à 9,38 Mds USD. Ce solde était toutefois inférieur à celui de décembre 2022 (9,53 Mds), ce qui s'explique par

un amortissement net de 143 M USD et une variation favorable du taux de change qui a réduit le solde de 10 M USD. Les nouveaux emprunts extérieurs contractés par le secteur public au cours des cinq premiers mois de 2023 se sont élevés à 139,3 M USD, dont 100 M USD sont destinés au soutien budgétaire et 39,9 M USD à l'exécution de projets et programmes (par la BID notamment).

Au T1 2023, le Honduras a reçu des transferts de fonds (*remesas*) à hauteur de 4,5 Mds USD à destination des ménages, soit une augmentation de 7,3 % g.a. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), le montant mensuel moyen envoyé par les travailleurs émigrés est de 626 USD et les principaux destinataires sont les mères de famille (37,4 %), suivies par les frères et sœurs (16,6 %) et les conjoints (11,3 %). Plus de 87 % des familles qui ont reçu des *remesas* ont utilisé cet argent pour payer des produits d'alimentation et des services de santé et d'éducation, et 7,5 % pour acheter un bien immobilier ou effectuer des travaux.

4. PANAMA

La Zone Libre de Colon (ZLC) a enregistré 14,3 Mds USD de flux commerciaux au S1 2023, soit une hausse de 35 % g.a. Ces flux sont composés de 7,5 Mds USD d'importations et de 6,9 Mds USD de réexportations. Les produits pharmaceutiques et textiles constituent les premiers produits les plus échangés dans la ZLC. La Chine, l'Espagne, la Belgique, les États-Unis et le Mexique ont été les premiers fournisseurs de la ZLC au S1 2023. Sur la même période, le Costa Rica, le Venezuela, la Chine, l'Espagne et la République Dominicaine ont été les premiers clients de la ZLC.

Le Ministère des travaux publics (MOP) a clôturé la phase de sélection d'entreprises pour le partenariat public-privé visant la rénovation de 250 km de routes dans la province de Panama. Le contrat, estimé à 283 M USD par le MOP, détient : (i) un volet de rénovation des 246 km de routes ; et (ii) un volet concession des routes rénovées, ainsi que leur maintenance, pour une durée de 15

ans, en contrepartie d'un paiement annuel de l'État. Le MOP aurait ainsi décidé de suivre les recommandations de l'étude de faisabilité de la Banque Mondiale en divisant les travaux en trois sections. Le Ministre des travaux publics a rappelé que les paiements de l'État pour la maintenance seraient conditionnés à l'atteinte de 15 objectifs fixés par le contrat de partenariat public-privé, notamment le traitement des eaux usées et le système de drainage.

Selon la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture du Panama (CCIAP), le gouvernement aurait accumulé 730 M USD de dettes de long terme auprès d'entreprises privées. Plus spécifiquement, l'État devrait 22 M USD aux entreprises fournissant les étudiants défavorisés dans le cadre du programme « *Beca Universal* », 95 M USD aux fournisseurs de médicaments, 18 M USD aux supermarchés qui appliquent les subventions alimentaires aux ménages défavorisés (« *Vale digital* ») et 600 M USD aux banques dans le cadre du programme des crédits hypothécaires préférentiels. La CCIAP signale que ces dettes ont des conséquences négatives sur les entreprises privées nationales, entraînant notamment des manques de liquidité et des difficultés dans la planification du développement de l'entreprise.

La zone franche Panama Digital Gateway spécialisée dans les nouvelles technologies a été inaugurée en le 12 juillet 2023 avec l'installation de la multinationale italienne Sparkle, filiale du groupe de télécommunications TIM. Selon le gouvernement, Panama Digital Gateway devrait être en capacité d'accueillir 620 entreprises dans le secteur des nouvelles technologies. Selon le directeur général de *Panama Digital Gateway*, la zone franche va profiter du système de câbles sous-marins qui passent par le Panama, notamment opérés par Google et Sparkle. Avec un investissement public initial de 11,5 M USD, *Panama Digital Gateway* devrait participer au positionnement du Panama comme hub numérique régional.

5. NICARAGUA

La dette extérieure s'élevait à 14,8 Mds USD à la fin du T1 2023, en légère réduction de 79 M USD par rapport au trimestre précédent. Le service de la dette s'élevait quant à lui à 772,1 M USD au T1. Selon la Banque centrale, la majorité de cette dette était détenue par le secteur public (55,4 %). L'échéance moyenne de cette dette serait de 22 ans (dont 11 ans de période de grâce) et 15 ans en moyenne pour la dette contractée respectivement par le secteur public et privé, à un taux respectif moyen de 2,6 % et 5,3 %.

Après une année et demie de négociations pour la mise en place d'un accord de libre-échange avec la Chine, celles-ci devraient se clôturer fin juillet selon le Ministère du Commerce chinois, pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024. L'annonce a été réalisée en marge d'une visite officielle nicaraguayenne en Chine dirigée par Laureano Ortega Murillo, fils du couple présidentiel, accompagné du Ministre nicaraguayen des Finances et du Crédit Public, Ivan Acosta. En 2022, le commerce bilatéral entre les deux pays s'élevait à 759 M USD.

6. COSTA RICA

L'Institut Costaricien du Tourisme (ICT) totalise 17 projets d'infrastructures hôtelières, prévus entre 2023 et 2025, pour un montant total de 579 M USD. L'ICT estime que ces projets devraient créer 2 416 nouveaux emplois. Selon la Banque Centrale, le secteur touristique aurait reçu 60,8 M USD d'investissements (nationaux et étrangers) au S1 2023, ce qui représente une augmentation de 23,3 % g.a. Ces investissements se dirigent principalement vers les provinces déjà fortement touristiques de Guanacaste ou de Puntarenas.

Le Département exécutif fédéral des États-Unis souhaiterait intensifier sa collaboration avec le pays dans le développement du secteur des semi-conducteurs. Cette coopération devrait s'établir au travers du Fonds International d'Innovation et de Sécurité Technologique (Fonds ITSI) créé par la « CHIPS and Science

Act ». La phase initiale consisterait à examiner le développement actuel de l'industrie des semi-conducteurs dans le pays, ainsi que le cadre réglementaire et les besoins de l'industrie en matière de main-d'œuvre et d'infrastructures. Le Fonds ITSI est actuellement doté de 500 M USD destinés aux investissements extérieurs. On notera que le groupe INTEL dispose depuis 2020 d'une usine d'assemblage de micro-processeurs à Heredia dans la région métropolitaine de San José.

Le gouvernement disposerait de 2,7 Mds USD sur les comptes de la Banque Centrale du Costa Rica (BCCR), soit 3,1% du PIB. En 2018, le gouvernement disposait de seulement 9,2 M USD. Pour faire face à cette situation, la BCCR avait alors prêté 923 M USD sous forme de bons du Trésor. Les nouvelles ressources du gouvernement proviennent d'une part de la réforme fiscale de 2018, qui a augmenté les revenus de l'État et fixé des règles strictes en matière de dépenses publiques, et d'autre part de l'émission de 1,5 Md USD d'Eurobonds en mars 2023. Selon le ministère des finances, les réserves liquides du gouvernement central dépassaient les 3,1 Mds USD en mai 2023.

7. BELIZE

Le premier ministre s'est rendu au Sommet EU-CELAC 2023 du 17 et 18 juillet, avec pour objectif d'entamer des discussions sur la possibilité d'exemption de visa Schengen pour les Béliziens. Le gouvernement espère ainsi se débarrasser des procédures lourdes et coûteuses pour obtenir un visa Schengen et intensifier les relations économiques entre le Belize et l'Union européenne.

Caraïbes

1. CUBA

La Banque centrale de Cuba (BCC) a annoncé, la modification de la licence d'opérations de la société Corporación Financiera Alto Cedro S.A.

Cette dernière, présente à Cuba depuis 2020 en tant qu'institution financière non bancaire, devient ainsi une banque étrangère. La nouvelle banque offrira des services d'ouverture de comptes et d'octroi de financements en pesos cubains et en devises, mais destinés uniquement aux personnes morales. Sa clientèle exclue également les entités du secteur privé naissant, qui devront bénéficier d'une autorisation exceptionnelle de la BCC pour pouvoir recourir à ses services. Filiale de la société espagnole Alto Cedro Finanzas Internacionales S L, la Corporación Financiera Alto Cedro S.A avait reçu une autorisation en 2020 afin d'exercer des activités financières à Cuba, à l'exception des services de microcrédits et des produits financiers.

2. COMMUNAUTE CARIBEENNE

Dans le cadre du Comité Interministériel des Outre-Mer, la France a annoncé son retour au capital de la Banque de Développement des Caraïbes, qu'elle avait quitté en 2020. Ce retour s'inscrit dans la stratégie d'intégration et de coopération régionale pour les Collectivités françaises des Amériques. Le gouvernement français soutiendrait les demandes d'adhésion en tant que membres associés des collectivités françaises à la Communauté Caribéenne.

3. HAÏTI

L'Union Européenne a annoncé ce lundi 17 juillet 2023 le déblocage d'une enveloppe humanitaire de 10 M EUR pour venir en aide à la population haïtienne. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en Haïti a en effet doublé au cours des cinq dernières années, pour atteindre 5,2 millions, soit près de la moitié de la population du pays. Janez Lenarčič, Commissaire à la gestion de crises a déclaré : « *La faim, la violence généralisée, les épidémies, les catastrophes. Lorsque nous nous interrogeons sur les souffrances que peut endurer un être humain, nous devons nous rappeler que la population haïtienne endure tout cela, et bien plus encore. L'UE ne l'oublie pas.* ». En outre,

cette nouvelle enveloppe devrait permettre aux organisations humanitaires de renforcer leurs moyens d'action et de répondre aux besoins urgents, en se concentrant principalement sur l'alimentation et sur la nutrition. Depuis 1994, date depuis laquelle l'UE fournit de l'aide humanitaire à Haïti, près de 482 M EUR ont été engagés, notamment à la suite de crises et de catastrophes importantes (tremblements de terre, inondations, ouragans, Covid-19, ...).

4. SAINTE LUCIE

Le gouvernement a reçu un prêt de 3,7 M USD de la Banque de Développement des Caraïbes (CDB) pour la mise en place d'une ligne de crédit par la Banque de Développement de Sainte-Lucie (SLDB) visant à fournir des prêts étudiants à des taux d'intérêt inférieurs aux moyennes actuelles du marché. Au moins 5 % du montant disponible sera alloué à un régime spécial de prêts aux étudiants issus de ménages à faibles revenus et d'autres groupes vulnérables. La CDB a également approuvé un don de 250 000 USD pour un programme de renforcement institutionnel de la SLDB, qui permettrait d'accroître la capacité de l'organisation en matière de management stratégique, de gestion du crédit et de service à la clientèle.

5. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Président dominicain Luis Abinader s'est rendu au sommet UE-CELAC organisé à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2023. Ce fut l'occasion pour lui d'échanger et de renforcer les liens avec les autres dirigeants présents tels que le Président français Emmanuel Macron, la Première ministre de la Barbade Mia Mottley ou encore la Présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen. « *La République dominicaine est le premier partenaire commercial de l'UE dans les Caraïbes. J'ai assuré Luis Abinader de notre soutien pour une transition verte qui profite à tous. #GlobalGateway est prêt à fournir des investissements pour l'infrastructure vitale* » a notamment tweeté la Présidente de la Commission. Au cours du sommet, l'Equipe

Europe s'est engagée à apporter plus de 45 Mds EUR d'ici 2027 pour soutenir le partenariat entre l'UE et les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier sur les questions de transition numérique et écologique, la lutte contre le changement climatique, la santé, la sécurité alimentaire, les migrations, la sécurité et la gouvernance ou encore la lutte contre la criminalité transnationale.

Selon la Banque centrale de la République dominicaine, au cours du T1 2023, les investissements directs étrangers dans le secteur de l'énergie se sont élevés à 272,5 M USD.

Représentant une croissance de 82,15 % par rapport au T1 2022, ce montant constitue le plus grand investissement reçu au cours d'un trimestre depuis 2010. Cette performance se justifie par la présence de plusieurs projets en phase initiale de construction, notamment des projets d'énergies renouvelables et des centrales thermiques. Les flux d'investissements directs étrangers du secteur énergétique ont représenté 25,47 % du total reçu au T& 2023, suivi par le secteur touristique avec 25,42 % et le commerce et l'industrie avec 17,09 %.

6. TRINITE ET TOBAGO

Le budget du gouvernement central a été excédentaire de 88 M USD en mai 2023. Le Ministre des finances a annoncé que le déficit budgétaire annuel ne serait pas aussi élevé en 2023 que la prévision faite en 2022 (223 M USD sur un budget de dépenses de 8,5 Md USD). Cette amélioration de la situation budgétaire provient du fait que les recettes fiscales ont augmenté avec les prix élevés de l'énergie. Moody's Investors Service a modifié la perspective sur la note du pays (actuellement de Ba2) de stable à positive.

7. DOMINIQUE

Selon les conclusions du FMI au titre de la revue Article IV du pays, la reprise économique

postpandémique se confirmerait, avec un taux de croissance estimé à 4,7 % en 2023, (contre 5,7 % en 2022 et 6,9 % en 2021). La croissance serait portée par : (i) le secteur de la construction (notamment d'infrastructures résilientes face aux effets du changement climatique); (ii) par une reprise partielle du secteur du tourisme; et (iii) par une hausse des rendements du secteur agricole. L'inflation a été estimée à 7,5 % en 2022 (moyenne annuelle), et devrait atteindre 6,2 % en 2023, en dépit des mesures d'atténuation de la montée des prix des carburants. Le déficit public est actuellement de 26 % du PIB, en raison d'une situation défavorable du commerce extérieur (hausse des importations de biens d'équipements), et d'une reprise incomplète des recettes touristiques. La transition vers la production locale d'énergie géothermique et la construction d'un nouvel aéroport devraient soutenir l'activité économique, réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, renforcer la résistance aux chocs extérieurs et améliorer la connectivité internationale.

La situation budgétaire reste complexe, en raison notamment du poids trop important du programme de citoyenneté par l'investissement (CBI) dans l'économie. Les recettes du CBI ont atteint 30 % du PIB et l'investissement public en est fortement dépendant. Le déficit budgétaire primaire est de 6,2 % du PIB, tandis que la dette publique atteint 106 % du PIB. Le secteur financier reste stable. Le resserrement des conditions de financement au niveau mondial n'a pas eu d'incidence sur les taux de dépôt et de prêt des banques, compte tenu de l'abondance des liquidités et de l'exposition limitée aux marchés de capitaux étrangers. La recapitalisation des coopératives de crédit progresse. Entre-temps, le crédit au secteur privé a sous-performé par rapport à la croissance du PIB, tandis que l'exposition des banques au secteur public a augmenté depuis la pandémie.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

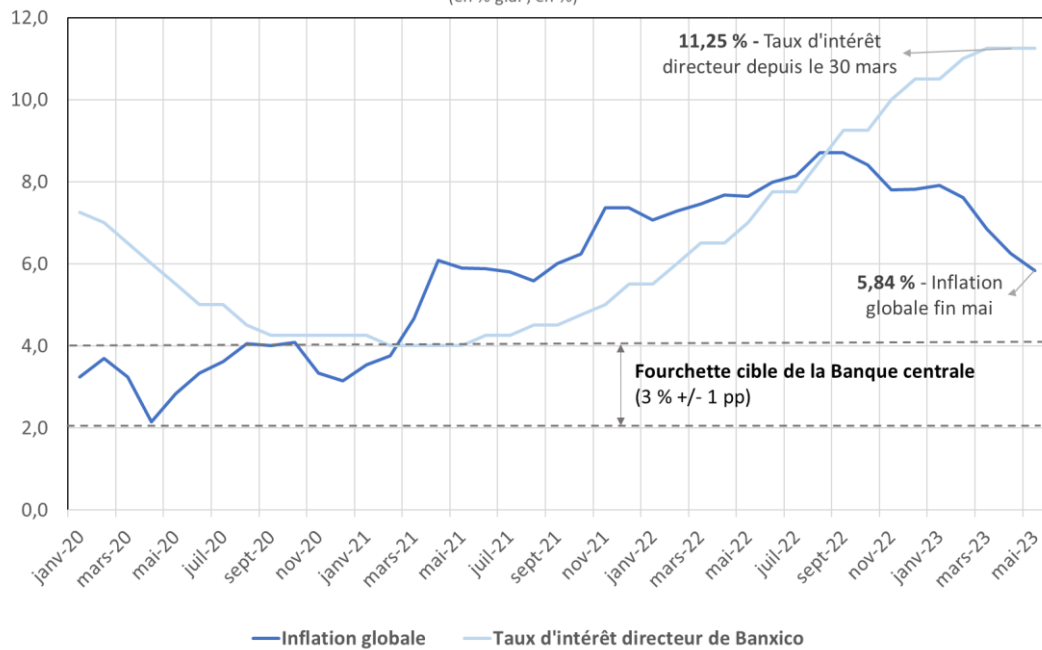
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

-Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR

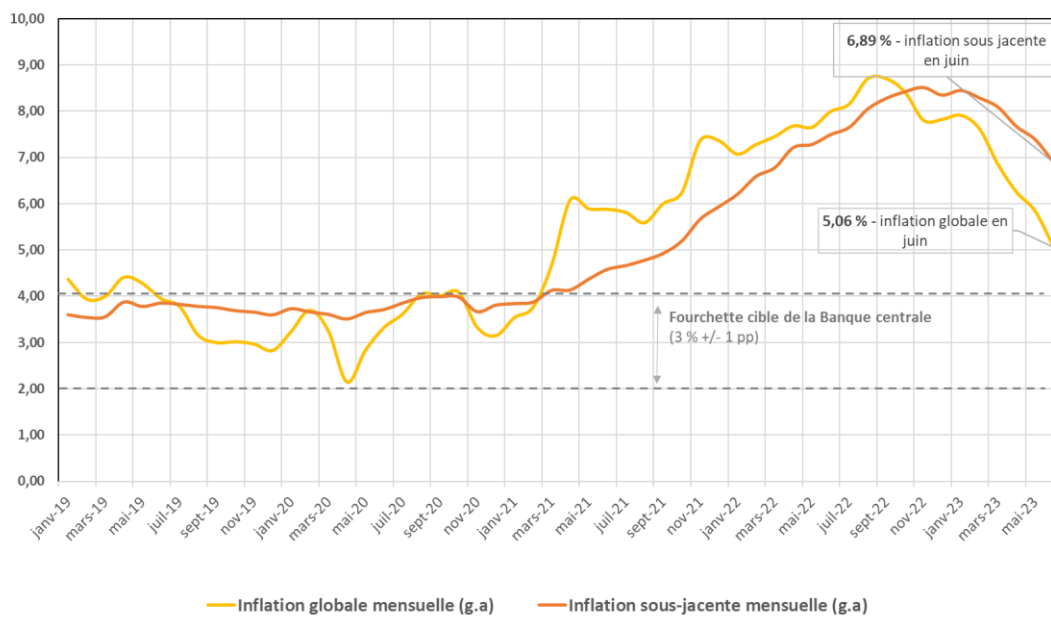
(en % g.a. ; en %)



Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

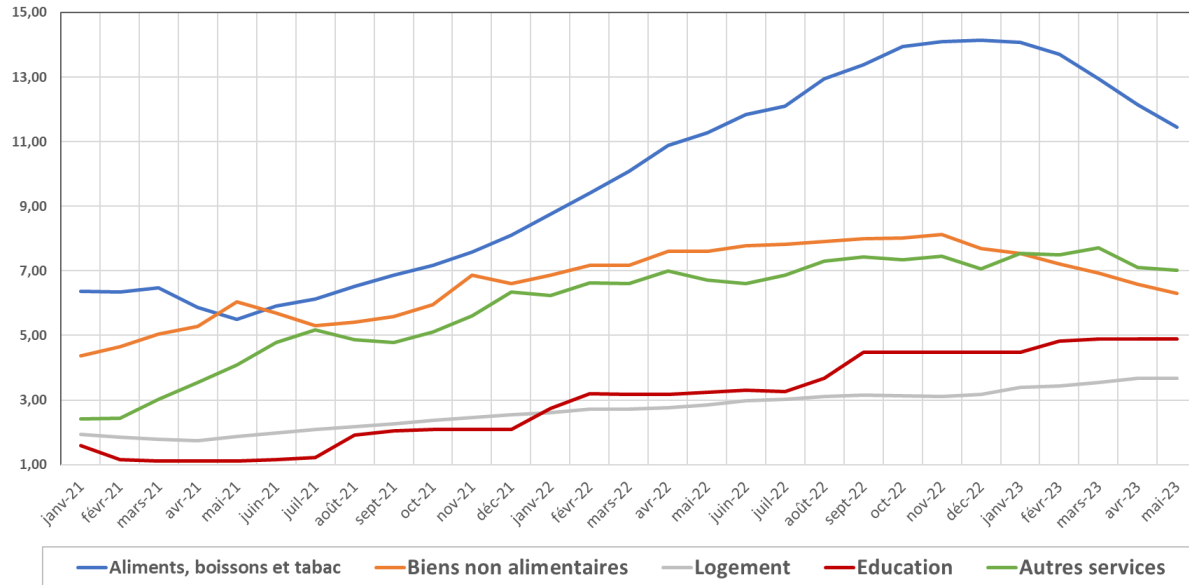
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% g.a.)



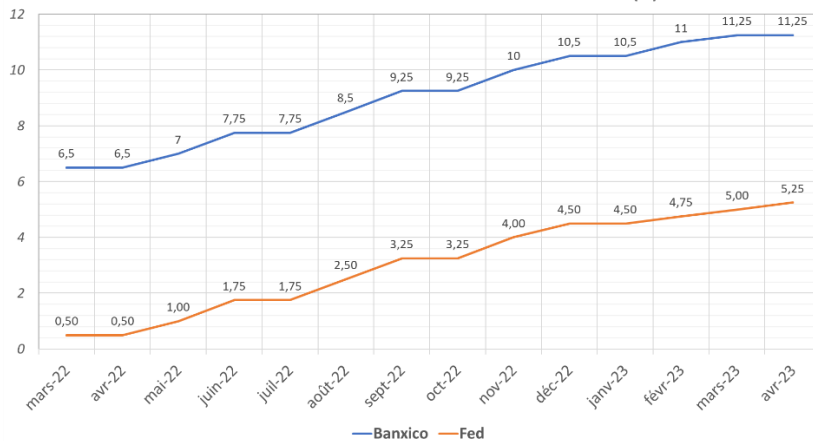
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

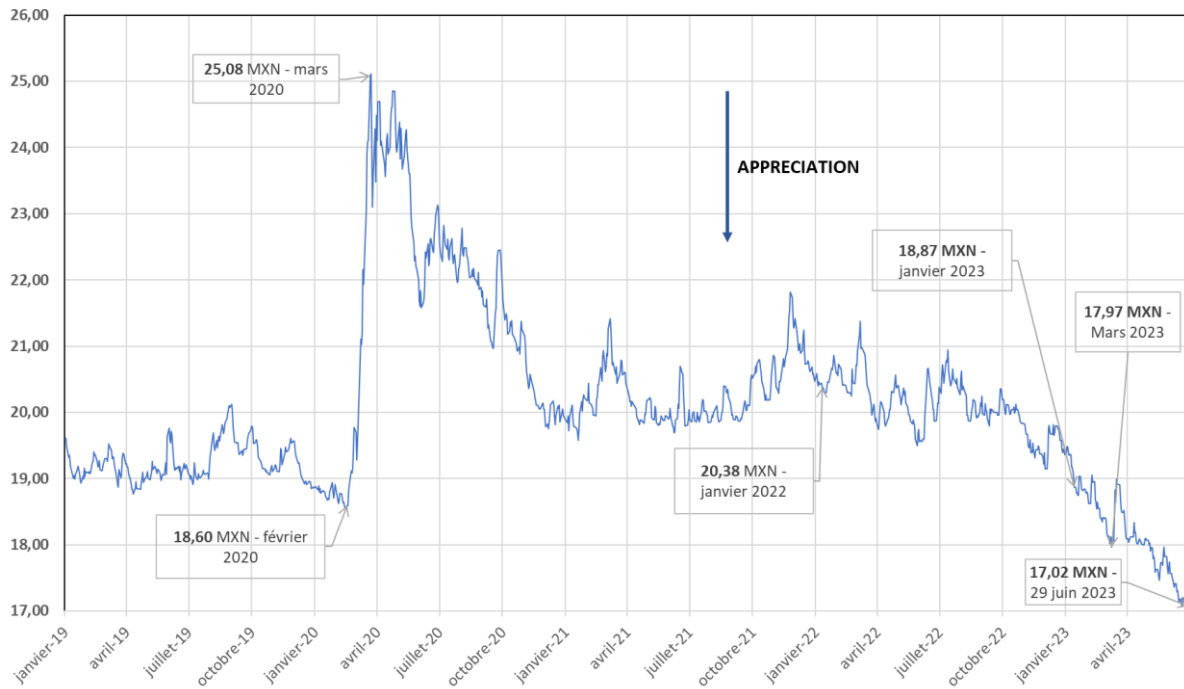
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAIN (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

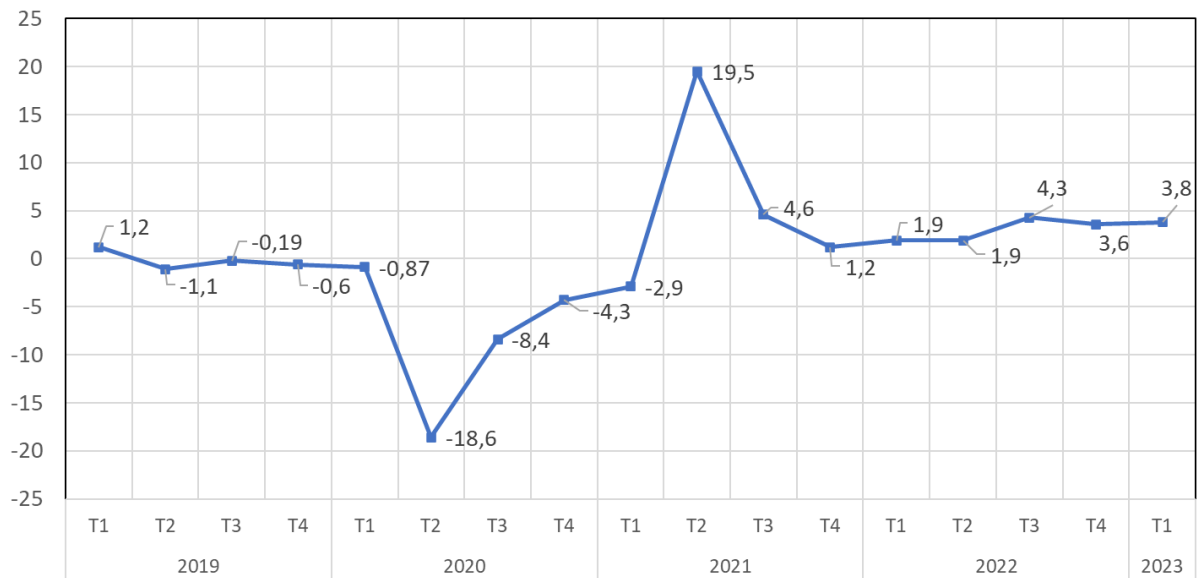
Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)



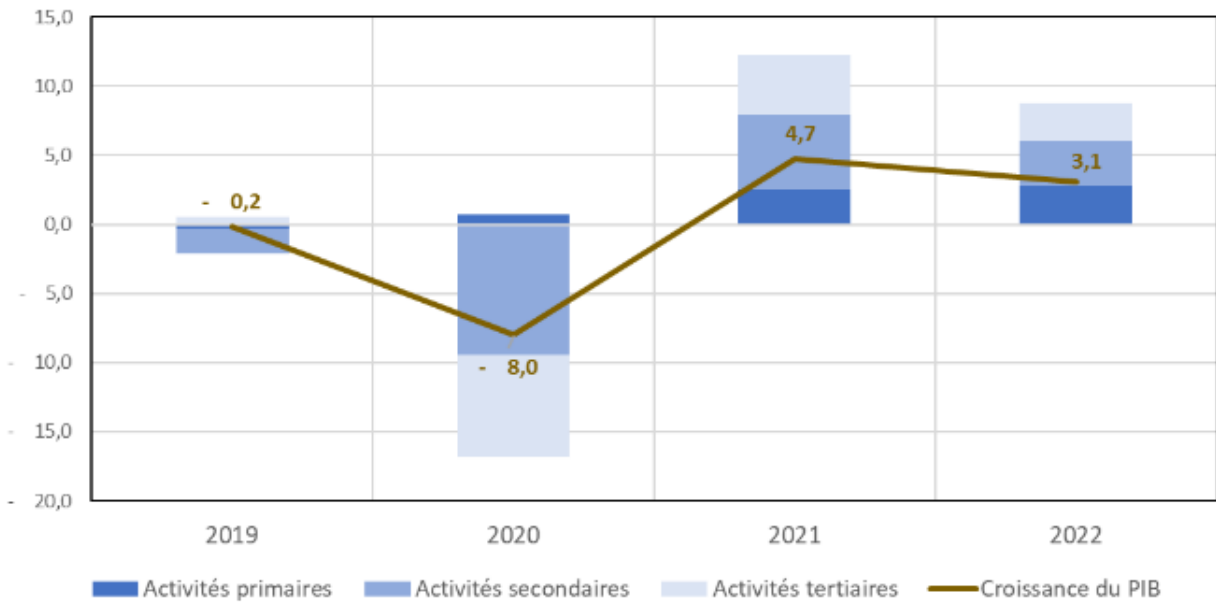
Source: Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



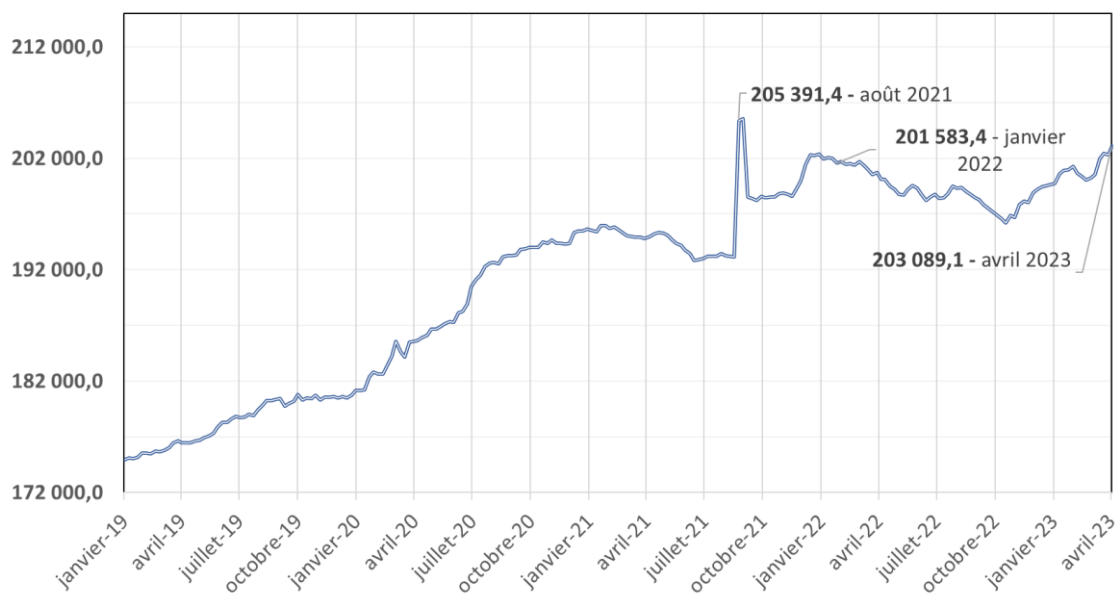
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique